

ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE

MARCHE N° 599/06/2025

**PRESTATIONS DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DES LOCAUX ET DE
LA VITRERIE DES BATIMENTS DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE
MALADIE DU HAINAUT**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

COMMUN A TOUS LES LOTS

APPEL D'OFFRE OUVERT

SOMMAIRE

PARTIE I : DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – PARTIES CONTRACTANTES.....	4
1.1 - Objet du marché	4
1.2 - Parties contractantes	4
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - Procédure de passation	4
2.2 - Forme de l'accord-cadre	4
2.3 - Allotissement	4
ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
4.1 - Pièces particulières.....	5
4.2 - Pièces générales	6
ARTICLE 5 - EXCLUSIVITE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 6 - MARCHES SIMILAIRES	6
ARTICLE 7 - CLAUSE DE REEXAMEN/MODIFICATIONS DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 8 - FORME DES NOTIFICATIONS	8
PARTIE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 9 - REPRESENTATION DES PARTIES.....	8
9.1 - Représentation de l'Acheteur	8
9.2 - Représentation du titulaire	8
ARTICLE 10 - ENCADREMENT ET PERSONNEL SUR SITE	8
10.1 - Responsable.....	8
10.2 - Inspecteur	9
10.3 - Contremaître/chef d'équipe	9
10.4 - Personnel sur site	9
ARTICLE 11 - MODALITE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES	9
11.1 - Périodicité d'émission des bons de commande.....	9
11.2 - Demande de devis	10
11.3 - Durée d'exécution des bons de commandes.....	10
11.4 - Prolongation du délai d'exécution des prestations	10
11.5 - Annulation d'un bon de commande	10
ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
12.1 - Obligation de résultat.....	10
12.2 - Obligation de conseil	11
12.3 - Hygiène et sécurité	11
ARTICLE 13 - DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	12
ARTICLE 14 - REPRISE DU PERSONNEL	13
14.1 - Obligation générale.....	13
14.2 - Informations relatives au personnel à l'échéance de l'accord-cadre	13
ARTICLE 15 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE - RGPD	13
ARTICLE 16 - VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 17 - SOUS-TRAITANCE.....	14
ARTICLE 18 - DEVELOPPEMENT DURABLE	14
18.1 - Insertion par l'activité économique – Clause sociale	14
18.2 - Clause environnementale	14

PARTIE III : CONDITIONS FINANCIERES, PENALITES, ASSURANCES, LITIGES, DEROGATIONS AU CCAG FCS.	14
ARTICLE 19 - CONDITIONS FINANCIERES	14
19.1 - Forme et contenu des prix	14
19.2 - Révision des prix	15
19.3 - Modalités de facturation	16
19.4 - Mentions obligatoires devant figurer sur les factures	16
19.5 - Modalités de transmission des factures	16
19.6 - Modalités de paiement	17
19.7 - Avances	17
ARTICLE 20 - NANTISSEMENT/CESSION DE CREANCES	17
ARTICLE 21 - PENALITES	17
21.1 - Pénalités liées au contrôle qualité	18
21.2 - Pénalités relatives à la clause sociale	18
21.3 - Pénalités de retard/constat d'anomalies	19
21.4 - Pénalités pour non remise d'attestations	20
21.5 - Précisions	20
ARTICLE 22 - ASSURANCE	20
ARTICLE 23 - DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	21
ARTICLE 24 - DOCUMENTS A RETOURNER	21
ARTICLE 25 - EVOLUTION DE LA LEGISLATION	21
ARTICLE 26 - DROIT ET LANGUE	21
ARTICLE 27 - RESILIATION	21
ARTICLE 28 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	22
ARTICLE 29 - REGLEMENT DES LITIGES	22
ARTICLE 30 - DEROGATION AU CCAG-FCS	22
ANNEXES AU CCAP	23

PARTIE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – PARTIES CONTRACTANTES

1.1 - OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent marché concernent les prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des bâtiments de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Hainaut.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 - PARTIES CONTRACTANTES

Le présent accord cadre est passé entre, d'une part :

La CPAM du HAINAUT, dont le siège social est situé 63, Rue du Rempart - CS 60499 - 59321 Valenciennes Cedex, représentée par le Directeur, et désignée dans le présent CCAP par l'expression « l'Acheteur »,

D'autre part :

L'entreprise titulaire de l'accord-cadre qui conclut le marché avec l'Acheteur est désignée dans le présent CCAP par l'expression « le Titulaire ».

Le comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Hainaut.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et aux dispositions du code de la commande publique selon la procédure d'appel offre ouvert (articles L2124-2, R2124-1 et R2124-2-1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique).

C'est un marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du Code de la Commande Publique.

2.2 - FORME DE L'ACCORD-CADRE

Il prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande, au sens des articles L2125-1, R2162-1 à R 2162-6 & R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique, sans montant minimum mais avec un maximum conformément aux dispositions de l'article R2162-4-2° du code de la commande publique pour :

- les prestations récurrentes (à prix forfaitaire - DPGF)
- les prestations ponctuelles (à prix unitaire ou forfaitaire - BPU)

La valeur estimée du montant global hors taxe de l'accord-cadre ne pourra dépasser, pour chaque lot, les montants maximums indiqués à l'article 2.3 ci-dessous.

Les bons de commande seront notifiés par l'Acheteur selon les modalités définies à l'article 11 ci-après.

2.3 - ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique, le marché est décomposé en **trois lots** :

LOTS	Montant maximum HT Sur la durée de l'accord-cadre
Lot 1 : nettoyage et entretien des locaux ainsi que de la vitrerie des bâtiments situés à Valenciennes et leurs annexes.	700 000 €
Lot 2 : nettoyage et entretien des locaux ainsi que de la vitrerie des bâtiments situés à Maubeuge et leurs annexes	500 000 €
Lot 3 : nettoyage et entretien des locaux ainsi que de la vitrerie du bâtiment situé à Cambrai	600 000 €

Les candidats peuvent soumissionner pour un seul lot, plusieurs lots ou tous les lots. Les 3 lots pourront être attribués au même candidat (article R2113-1 du code de la commande publique).

Le marché est mono attributaire par lot.

ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD CADRE

L'accord cadre est conclu pour une durée de 2 ans à compter du 1er mars 2026 (date de début d'exécution).

Il est reconductible tacitement 2 fois par période de 12 mois sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder 48 mois.

Conformément à l'article R.112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

L'Acheteur a la faculté de mettre fin au marché à chaque période de reconduction tacite. Cette décision sera alors notifiée au(x) titulaire(s) par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. En cas de non reconduction dans les délais, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

L'accord cadre pourra être résilié à tout moment dans les conditions définies à l'article 27.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS ; elles prévalent les unes contre les autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

4.1 - PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE) et les annexes techniques et financières de chaque lot, notamment :
 - Annexe 1 : Engagement pour l'insertion par l'activité économique - clause sociale,
 - Annexe 2 : Annexes financières (DPGF et BPU),
 - Annexe 3 : Cadre de réponse mémoire technique.
- L'offre technique du titulaire, acceptée par l'Acheteur, l'ensemble des documents et informations pris en compte au titre de l'analyse des offres, qu'il s'agisse des documents financiers ou de l'offre technique ou méthodologique du soumissionnaire.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP et ses annexes).
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre, les plannings, les bons de commande et devis émis dans le cadre de l'accord-cadre.

4.2 - PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la remise des offres :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et services (F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, exception faite des dérogations indiquées à l'article 30 ci-après ;
- Le Code de la Commande Publique issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.
- Le règlement Européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 14 avril 2016, entrée en vigueur le 25 mai 2018.
- Les documents réglementaires et normes françaises ou équivalents ;
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

La présente liste n'est pas exhaustive. Le titulaire, de par sa qualité de professionnel est seul responsable de l'application de la réglementation en vigueur et de celle qui deviendrait applicable au cours du présent marché.

Seul l'exemplaire des pièces énumérées à l'article 4.1 conservé par l'Acheteur fait foi.

Les pièces générales, bien que non jointes au marché, notamment le CCAG applicable aux marchés de fournitures et services sont réputées parfaitement connues des parties.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

ARTICLE 5 - EXCLUSIVITE DU TITULAIRE

Le titulaire de chaque lot dispose d'une exclusivité dans l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre et ce pendant toute sa durée.

Toutefois l'Acheteur dispose de la faculté de déroger au principe d'exclusivité du titulaire et peut recourir à un ou plusieurs opérateurs de son choix pour l'exécution des prestations à bons de commande dans les conditions suivantes :

- si le titulaire, affirme qu'il n'est pas en mesure d'assurer ou de sous-traiter en partie l'exécution des prestations de l'accord-cadre d'un point de vue technique, qualitatif et délai (et ce quel que soit le montant),
- pour des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre. (Si le titulaire n'est pas en mesure de répondre à ce besoin).

ARTICLE 6 - MARCHES SIMILAIRES

L'Acheteur se réserve la possibilité de passer un ou plusieurs marchés similaires (article R2122-7 du code).

ARTICLE 7 - CLAUSE DE REEXAMEN/MODIFICATIONS DU MARCHE

En complément des dispositions prévues aux articles L2194 -1 et R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique, le présent accord cadre pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

Modification du périmètre en cours d'exécution : les prestations seront adaptées dans les cas suivants

- Ajout des prestations : en cas de nouveau site, d'extension d'un bâtiment, de récupération de zones inoccupées, en cas de prestations non prévues au BPU.

Pour le LOT 1 : en cas de départ définitif de l'agent d'entretien de l'Acheteur sur le site du 63 rue du Rempart, les surfaces correspondantes seront ajoutées sur la base du prix mensuel indiqué au BPU.

- Suppression des prestations : en cas de vente, de fermeture partielle ou définitive d'un ou plusieurs sites ou déménagement vers un nouveau site où la prestation de nettoyage est intégrée au bail.

- Modification des prestations initialement prévues concernant : les fréquences de passage, le changement de revêtement de sol et la période/horaire d'intervention,

- Modification du montant des consommables en cas d'évolution du télétravail (à la hausse comme à la baisse)

- Modification des références des produits ou consommables sanitaires (ajout, suppression ou remplacement).

Cession du marché : au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption...) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du marché et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélections initiaux.

Dans les cas de circonstances imprévisibles menaçant de rompre l'équilibre économique du marché en dépit des règles de révision de prix définies à l'article 19.2 (ex : inflation, pandémie, évolution de la législation), et sur présentation de justificatifs fournis par le titulaire. L'acheteur pourra, en complément des mesures indiquées à l'article 25 du CCAG FCS, afin de ne pas compromettre la bonne exécution du marché

- modifier la clause de révision de prix (formule et/ou fréquence de révision),
- déroger à la clause butoir et de sauvegarde prévue à l'article 19.2 du présent document,
- décider d'une augmentation du délai d'exécution et/ou de la non application des pénalités de retard,
- augmenter le montant maximum de l'accord cadre.

Modification de l'indice de révision des prix

Disparition d'indices sans indice de substitution ou remplacés par plusieurs séries : si l'indice supprimé est remplacé par plusieurs séries correspondantes ou qu'aucun indice de substitution n'est préconisé, un nouvel indice est choisi par le représentant de l'Acheteur en accord avec le titulaire de l'accord cadre.

PRECISIONS

Modalités :

Pour toutes demandes émanant :

- du Titulaire, il appartient à celui-ci de produire tous les justificatifs nécessaires à l'étude de sa demande.
- de l'Acheteur (en cas d'ajout/modification de prestations), il sera mis à disposition du titulaire l'ensemble des éléments nécessaires afin que celui-ci puisse chiffrer l'impact financier.
- La suppression de prestations sera calculée au prorata temporis sur la base des prix indiqués au DPGF. La diminution du prix global forfaitaire ne donne lieu à aucune indemnité du titulaire.

Une ou plusieurs rencontres pourront être organisées entre l'Acheteur et le titulaire afin d'étudier la ou les modifications envisagées. Les modalités de ces rencontres seront définies par le représentant de l'Acheteur.

Ces clauses de réexamen feront l'objet d'une décision écrite de l'Acheteur soit :

- par la réalisation de modifications au marché (ex cession du marché, ajout ou retrait d'un site ou de surfaces, modification du montant maximum de l'accord cadre...)
- par la mise à jour des documents concernés (ex BPU, annexes du CCTP et/ou du CCAP).

Elles seront notifiées au titulaire de l'accord-cadre par le biais des canaux de communication repris à l'article 8. Dès réception de celles-ci, l'ensemble des clauses de l'accord-cadre et notamment celle de la révision des prix leur sont applicables

En cas de désaccord entre les parties, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché.

ARTICLE 8 - FORME DES NOTIFICATIONS

Pendant l'exécution des prestations, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

En complément de l'article 3.1 du CCAG FCS, celles-ci seront gérées en fonction du type de document, via les canaux de communication suivants.

Type de document	Canal de communication
Modification de l'accord-cadre ; acte de sous-traitance ; plannings ; devis ; bons de commande ; échanges ; mise en demeure ; Décomptes de pénalités	Via la plateforme dématérialisée PLACE, ou Via courriel électronique avec accusé de réception ou via la plateforme sécurisée BLUEFILES
Factures	Via Chorus Pro

Lorsque la notification est effectuée par courriel, le titulaire en accuse réception par courriel envoyé en réponse.

PARTIE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les lieux et période d'exécution ainsi que le descriptif des prestations attendues sont indiqués dans le CCTP.

ARTICLE 9 - REPRESENTATION DES PARTIES

9.1 - REPRESENTATION DE L'ACHETEUR

L'exécution des prestations sera réalisée en parfaite coordination avec le représentant de l'acheteur du ou des lots concernés. La liste des contacts par site pour chaque lot sera transmise à la notification de l'accord-cadre (annexe 3 du présent CCAP).

Si en cours d'exécution de l'accord-cadre, les interlocuteurs désignés viennent à être remplacés, le titulaire en sera informé par courriel.

9.2 - REPRESENTATION DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG FCS, Le titulaire désigne, dans son offre, un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'Acheteur, pour les besoins de l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'Acheteur de toute modification du ou des interlocuteur(s) désigné(s).

ARTICLE 10 - ENCADREMENT ET PERSONNEL SUR SITE

10.1 - RESPONSABLE

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'Acheteur.

Il est présent sur le site sur convocation de l'Acheteur et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il participe aux réunions de suivi avec le représentant de l'Acheteur.

Le responsable est assisté par un inspecteur nommément désigné chargé du suivi des prestations. Il doit être présent sur convocation de l'Acheteur et participe aux réunions de suivi.

10.2 - INSPECTEUR

L'inspecteur est responsable :

- De la mise en application des méthodes préconisées par le titulaire,
- Du contrôle de la qualité des prestations,
- De la vérification de la prise en compte des doléances des usagers et de la sécurité du personnel et des biens.

10.3 - CONTREMAÎTRE/CHEF D'EQUIPE

Un contremaître ou chef d'équipe est chargé :

- De l'organisation du travail,
- De la préparation et du suivi des prestations quotidiennes,
- De la prise en compte des doléances des usagers,
- De la discipline du chantier et du personnel,
- Du respect des objectifs qualitatifs définis dans le CCTP.

Le titulaire décrira précisément dans le mémoire technique, les fonctions et rôles des encadrants mis à disposition dans le cadre de l'accord-cadre.

Il est précisé que le personnel du titulaire est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

10.4 - PERSONNEL SUR SITE

- Le titulaire remet à l'Acheteur la liste nominative du personnel intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux, le nombre d'heure et jour d'intervention. Cette liste sera tenue à jour tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, à chaque modification de personnel.

La première liste est fournie dans un délai de 15 jours au moins avant la date de la première intervention.

En cas de remplacement du personnel du titulaire désigné à l'exécution des prestations de nettoyage par un personnel intérimaire, le Titulaire est tenu d'informer le représentant de l'Acheteur de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter. Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés au représentant de l'Acheteur soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie ou d'absences imprévues.

Le titulaire veillera, en cas de remplacement, à proposer un profil équivalent.

- Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre. Il devra sur simple demande de l'Acheteur transmettre l'ensemble des justificatifs liés à la qualification du personnel intervenant sur site.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail.
 - Aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations.
- L'acheteur se réserve le droit à tout moment et sans avoir à s'en justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

ARTICLE 11 - MODALITE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES

11.1 - PERIODICITE D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

La notification de l'accord-cadre et les reconductions tacites valent bon de commande pour les prestations forfaitaires.

L'Acheteur peut être amené à demander au titulaire de réaliser, à titre exceptionnel, des prestations ponctuelles qui ne figurent pas dans la liste des prestations effectuées dans le cadre du forfait.

Ces prestations à prix unitaire ou forfaitaire feront l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure de la survenance des besoins (selon les modalités ci-dessous).

11.2 - DEMANDE DE DEVIS

Lors de la survenance d'un besoin, pour les prestations hors forfait, le représentant de l'Acheteur transmettra une demande écrite par courriel de devis au titulaire.

La date de réception est la date de transmission de la demande par courriel.

Le titulaire aura 3 jours ouvrés, à compter de la demande de l'Acheteur, pour remettre au représentant de l'Acheteur par courriel un devis détaillé.

L'acceptation de ce devis s'effectuera par l'envoi par courriel d'un bon de commande. La date contractuelle prise en compte sera la date de transmission du bon de commande de l'Acheteur majoré d'un jour.

En cas de non-respect ce délai, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 21.3 du CCAP.

11.3 - DUREE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES

Seuls les bons de commande émis par le représentant de l'Acheteur valent ordre d'exécution.

Les bons de commande ne peuvent être conclus et émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Ils débutent à compter de leur date de notification au titulaire (date d'envoi du bon de commande majoré d'un jour).

Toute commande effectuée avant le terme du présent marché, sera réalisée jusqu'à son achèvement complet, sauf décision contraire de l'Acheteur (motif d'intérêt général).

Les bons de commande pourront être résiliés à tout moment dans les mêmes conditions que l'accord-cadre dont ils sont issus.

11.4 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Il sera fait application de l'article 13.3 du CCAG FCS.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, d'un délai de 7 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin de l'accord-cadre, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à 7 jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel, selon les modalités décrites à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

11.5 - ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

Le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité d'annuler le ou les bons de commande, **et ce sans indemnité du titulaire**, si celui-ci se retrouve dans l'incapacité d'exécuter la ou les prestations demandée(s) dans les délais, éventuellement prolongés.

Cette décision sera matérialisée par l'envoi d'un courriel au titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à se conformer aux conditions fixées dans le marché. La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

12.1 - OBLIGATION DE RESULTAT

Le présent marché est assorti d'une obligation de résultat.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

En effet, les moyens et modalités décrits dans le CCAP, le CCTP ou les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimums, ce ne sont que des indications nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations, les moyens ne sont donc pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière des lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.

12.2 - OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire est tenu dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, à son obligation de conseil (ou d'alerte) envers l'Acheteur pour toutes questions relatives aux prestations. Il est tenu :

- d'informer le représentant de l'Acheteur de toutes évolutions réglementaires, ainsi que de leurs incidences techniques et financières
- de signaler au représentant de l'Acheteur, tous les éléments (dysfonctionnements, difficultés rencontrées) qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

12.3 - HYGIENE ET SECURITE

A. Biens

Toutes les précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits.

Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

Les portes seront fermées et les lampes doivent être éteintes, les fenêtres fermées, dès achèvement des opérations de nettoyage.

B. Règles de bonne conduites

Le titulaire s'engage à veiller au respect, par l'ensemble de son personnel, des règles de bonne conduite en adéquation avec les prestations prévues par le marché.

Le personnel du titulaire s'interdira notamment :

- De fumer dans les locaux ;
- De faire entrer dans les locaux toute matière prohibée par la législation en vigueur ;
- D'accueillir dans les locaux des personnes étrangères au besoin du service ;
- D'utiliser du matériel propriété de l'Acheteur à des fins personnelles : moyens de communication (ligne téléphonique, téléphone, etc.), photocopieur, papeterie, etc...
- De porter atteinte à la disponibilité, l'intégrité et à la confidentialité du réseau informatique de l'Acheteur. À ce titre, le personnel du TITULAIRE s'interdit de :
 - Brancher quelque équipement que ce soit non strictement nécessaire à l'exécution des prestations sur le réseau électrique de l'Ache (chargeur de smartphone, etc....) ;
 - Connecter de quelque façon que ce soit sur le réseau informatique de l'Acheteur (en filaire, en Wifi, etc.)
- De prendre des repas à l'intérieur des locaux
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- De manquer de respect aux usagers,
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise,
- De pénétrer sur le site sans badge,
- De distribuer des brochures, tracts ou journaux.

C. Badges et/ou clef d'accès aux locaux

L'Acheteur dotera le titulaire de clés et ou badges, en quantité suffisante, permettant l'accès aux locaux faisant l'objet de nettoyage.

Le titulaire et son personnel s'engage :

- A confier les badges uniquement au personnel concerné par les prestations du marché ;
- A utiliser les badges d'accès fournis uniquement dans le cadre de leur activité, et durant les horaires d'intervention convenus entre le titulaire et le représentant de l'Acheteur ;
- A assurer la protection physique des badges fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol ;
- A ne pas permettre à un tiers, par quel moyen que ce soit, de réaliser une association entre les dits badges et l'adresse des sites de l'Acheteur ;
- A avertir dans les plus brefs délais l'Acheteur en cas de perte ou de vol de l'un ou des badges ou clefs;
- A restituer l'ensemble des badges à l'Acheteur à la fin de l'accord-cadre

En cas de perte ou de vol, le titulaire avisera aussitôt l'Acheteur des exemplaires manquants, ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif en vigueur. En fin de marché, le titulaire sera tenu de remettre à l'Acheteur les clés et badges confiés initialement.

D. Plan de prévention

Le démarrage de la prestation fait l'objet d'un plan de prévention qui est établi à l'initiative de l'Acheteur en collaboration avec le titulaire dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification de l'accord-cadre. Ce plan de prévention applicable au marché est validé avant toute intervention sur le site. Toute l'attention du titulaire est mobilisée dans le cadre de la réalisation des prestations pour que son personnel ne travaille pas de manière isolée.

En cas de non-respect des dispositions reprises ci-dessus, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 21.3.

ARTICLE 13 - DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire est tenu de remettre au représentant de l'acheteur, les documents dont le détail est donné dans le tableau ci-après :

Désignation des documents à fournir	Délais de remise des documents
Liste nominative et qualitative du personnel avec répartition horaire journalière et secteur d'intervention (article 10.4 du CCAP)	15 jours au moins avant la date de la 1 ^{ère} intervention.
Planning d'exécution prévisionnel des prestations	15 jours à compter de la notification Pour les années suivantes se référer à l'article 13.4 du CCTP
Plan de prévention (article 12 du CCAP)	30 jours à compter de la notification
Certificat de formation du personnel	15 jours à compter de la formation initiale puis chaque année après la réalisation de la formation d'appoint.
Fiche de passage (sanitaire)	A apposer dans chaque sanitaire dans les 5 jours à compter de la date de début d'exécution du marché (article 11 du CCTP)
Fiche de poste	15 jours à compter de la notification
Fiche de méthode	15 jours à compter de la notification
Cahier de liaison	15 jours à compter de la notification
Dispositif/outil de présence du personnel	15 jours avant le début d'exécution du marché
Liste des matériels et produits	20 jours à compter de la notification

Bilans de compétence	3 mois à compter de la notification Et à chaque nouvelle embauche
Protocole de sécurité	15 jours ouvrés à compter de sa date d'envoi

Il appartient au titulaire de transmettre au représentant de l'Acheteur la mise à jour de ces documents tout au long du marché.

En cas de non transmission de ces éléments dans les délais, il sera fait application des pénalités de retard prévues à l'article 21.3.

ARTICLE 14 - REPRISE DU PERSONNEL

14.1 - OBLIGATION GENERALE

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des contrats de travail des salariés au marché, en cas de changement de prestataire dans les conditions prévues par les textes (article L 1224-1 du code du travail et de la Convention Collective Nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (annexe 7 de l'accord professionnel).

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant (annexe 4 du CCAP). L'Acheteur n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

Le non-respect de ces dispositions conventionnelles constitue un motif de résiliation de l'accord-cadre sans indemnités.

14.2 - INFORMATIONS RELATIVES AU PERSONNEL A L'ECHEANCE DE L'ACCORD-CADRE

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande du représentant de l'Acheteur, le Titulaire transmet les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir :

- La masse salariale brute des personnels à reprendre,
- Le nombre de salariés à reprendre et leur équivalent temps plein,
- La nature des contrats à reprendre,
- Les avantages dont disposent les personnels,
- L'expérience des personnels à reprendre,
- L'ancienneté des personnels à reprendre,
- La qualification des personnels à reprendre,
- Le nombre d'heures mensuelle effectué par le personnel à reprendre,
- Le site de l'acheteur du lot concerné sur lequel travaillent les personnels à reprendre.

La demande de l'Acheteur peut intervenir dans les cas suivants : non- reconduction, résiliation, ou renouvellement de l'accord-cadre.

En cas de non transmission de ces éléments dans les délais, il sera fait application des pénalités de retard prévues à l'article 21.3.

ARTICLE 15 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE - RGPD

Se référer à l'annexe 2 du CCAP

ARTICLE 16 - VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification sont réalisées conformément aux conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG FCS, les modalités de contrôles sont définies à l'article 17 du CCTP.

ARTICLE 17 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'Acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire souhaitant sous-traiter une partie des prestations objet de l'accord-cadre devra immédiatement en informer l'Acheteur et fournir le formulaire de déclaration de sous-traitance DC4 (téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ainsi que les pièces nécessaires au contrôle des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Le titulaire est informé que toutes les clauses de l'accord-cadre s'imposent aux sous-traitants. Il est donc entièrement responsable des prestations sous-traitées vis-à-vis de l'Acheteur.

ARTICLE 18 - DEVELOPPEMENT DURABLE

18.1 - INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE – CLAUSE SOCIALE

L'accord cadre comprend la mise en place d'une clause d'insertion par l'économie applicable à l'ensemble des lots, **sur la partie des nettoyages des locaux. Les modalités de celle-ci sont détaillées en annexe 1 du présent CCAP.**

18.2 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire de l'accord-cadre veillera à ce que les fournitures et produits utilisés, ainsi que les matériels afférents au présent marché, soient obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, en tenant compte des prescriptions indiquées aux articles 8, 10, 13.11 & 14 du CCTP.

Il s'engage à ce titre à :

- respecter le tri des déchets,
- former/sensibiliser les agents d'entretien aux éco gestes,
- utiliser des produits labellisés, et biodégradables (écolabels européens, NF environnement ou équivalent...),
- utiliser du matériel à faible consommation d'énergie,
- veiller à la bonne gestion des ressources (obligation d'économiser l'eau et l'énergie).

Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatif à son activité et aux prestations du présent accord cadre.

En cas de manquements à ces obligations, il pourra être fait application des pénalités prévues à l'article 21.3.

PARTIE III : CONDITIONS FINANCIERES, PENALITES, ASSURANCES, LITIGES, DEROGATIONS AU CCAG FCS.

ARTICLE 19 - CONDITIONS FINANCIERES

19.1 - FORME ET CONTENU DES PRIX

Forme du prix

- Prix forfaitaires pour les prestations récurrentes figurant au DPGF de chaque lot,
- Prix unitaires ou forfaitaires pour les prestations occasionnelles figurant au BPU de chaque lot.

Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils comprennent également, les frais de main d'œuvre, d'obligation de conseil et de résultat, la participation aux réunions, la mise à disposition des outils de suivi des prestations et du personnel ainsi que d'assurances contre les risques divers pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution d'une prestation, de sorte qu'aucun supplément, de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Pour le nettoyage de la vitrerie, ils comprennent également tous les moyens d'élévation ou autres moyens mis en œuvre pour la réalisation des prestations (perche, nacelle, échafaudage...).

19.2 - REVISION DES PRIX

Mois d'établissement des prix (M₀)

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, au mois précédent la date limite de remise des offres (**soit le mois de septembre 2025**). Ce mois est appelé « mois zéro ». Ils sont établis hors TVA

Révision des prix

Les prix sont fermes pendant la 1^{ère} année de l'accord-cadre, ils sont révisibles à la hausse ou à la baisse à la date d'anniversaire du présent marché (**soit le 1^{er} mars de chaque année**) selon la formule visée ci-dessous :

$$P = P_{(0)} (0,15 + 0,85 \times I_{(n)}/I_{(0)})$$

Les prix sont arrondis au centième supérieur.

P	Prix révisé
P₍₀₎	Prix initial fixé dans l'offre du titulaire (BPU et DPGF)
I_(n)	Valeur définitive de l'indice – connue à la date d'effet de révision des prix (date d'anniversaire)
I₍₀₎	Valeur de l'indice - correspondant au mois Mo

Indice de référence : indice de prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 - Nettoyage courant, marché public – Prix de marché base 2021 – Données trimestrielle brutes – [Identifiant 010766785](#) (consultable sur le site de l'INSEE)

Modalités de révision

- **Modalité de transmission** : le titulaire fait parvenir à l'acheteur, les nouveaux prix révisés accompagnés du calcul détaillé de la formule de révision ayant servi à leurs établissements.

- **Validation des prix révisés**: l'Acheteur vérifie les éléments transmis et les valide.

- **Date d'application des prix révisés** :

- **Pour les prestations récurrentes (DPGF)** : La révision de prix s'applique à la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

- **Pour les prestations occasionnelles (BPU)** : La révision des prix s'applique sur les bons de commande émis à compter de la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

Les prix révisés seront alors fermes pour une nouvelle année, la même procédure étant reconduite jusqu'à la fin de l'accord-cadre. Les prix sont révisibles à la hausse ou à la baisse.

Clauses butoir et de sauvegarde

Clause butoir	L'Acheteur admettra à la date d'anniversaire de l'accord-cadre, une augmentation maximale des prix de 3 % par an
Clause de sauvegarde	L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre si l'augmentation annuelle est supérieure à 3% pour la part forfaitaire et/ou pour plus de la moitié des prix du BPU. A défaut, l'Acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre.

Acceptation des risques et aléas

Les parties, pleinement informées des droits que leur octroie l'article 1195 du code civil, acceptent le risque lié à un changement du contexte dans lequel s'inscrit le présent marché, et renoncent à l'entière des droits découlant dudit article. Il sera fait application de la clause de réexamen ou des dispositifs prévues par le code de la commande publique.

Cette clause de révision de prix pourra être modifiée en cours d'exécution, selon les conditions définies à l'article 7.

19.3 - MODALITES DE FACTURATION

Les factures seront transmises selon les dispositions suivantes pour les :

Prestations forfaitaires (DPGF)

Les prestations à prix forfaitaire seront réglées à terme échu mensuellement et forfaitairement.

Chaque acompte mensuel correspond au 1/12 des forfaits annuels

- pour les prestations de nettoyage des locaux
- pour les prestations de nettoyage de la vitrerie

Les factures seront établies mensuellement avec une facture distincte pour chaque site (seront déduites le cas échéant, les réfections et pénalités). *Si les prestations sont inférieures à 1 mois, un prorata temporis sera appliqué au montant mensuel, considérant que la base mensuelle correspond à 30 jours.*

Prestations hors forfait (BPU)

Ces prestations font l'objet d'un bon de commande. Chacun des bons de commande fera l'objet d'un paiement séparé définitif, à terme échu.

Les prix facturés seront ceux en vigueur à la date de réalisation des prestations. Les paiements correspondants aux prestations commandées par l'Acheteur seront effectués sur présentation des factures établies après réalisation des prestations.

19.4 - MENTIONS OBLIGATOIRES DEVANT FIGURER SUR LES FACTURES

Le titulaire devra effectuer une facture qui comportera, les mentions suivantes :

- le nom, adresse et le numéro de Siret du titulaire ;
- le nom, adresse et le numéro de Siret de l'acheteur ;
- la date d'émission et numéro de la facture ;
- le numéro et intitulé de l'accord-cadre et du lot concerné ;
- le numéro de du bon de commande et/ou devis, s'il y a lieu ;
- la désignation et la quantité des prestations ou fournitures concernées ;
- la date et lieu d'exécution des prestations ;
- le montant HT, le taux et montant de la TVA et le montant TTC des prestations réalisées ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;

Et tout autre mention légale obligatoire.

19.5 - MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

Le Titulaire est invité à transmettre ses factures via le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », accessible par internet en se connectant à l'url : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/> pour soit :

- **Déposer ses factures sur le portail.**
- **Saisir directement ses factures**

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET de la CPAM du HAINAUT en tant que destinataire de la facture : **517 614 939 000 18**
- Le code service qui identifie le service destinataire : **BUDGETS**
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE MARCHE

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire transmet les factures sur l'adresse courriel pole-achats.cpam-hainaut@assurance-maladie.fr

Nota : Ce dispositif s'applique également aux éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

19.6 - MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.
Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

Le représentant de l'Acheteur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte, communiqué par le Titulaire.

Le paiement interviendra au plus tard 30 jours à compter de la date de réception de la facture établie par le titulaire à condition que celle-ci ne soit pas contestée par le représentant de l'Acheteur.

Il sera effectué par Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Hainaut, après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, Monsieur Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Hainaut.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement. Le taux de ces intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € sera également appliquée.

19.7 - AVANCES

Sauf renonciation du titulaire, une avance est accordée dans les conditions de l'article R2191-3 et suivant du Code de la Commande Publique et de l'article 11.1 option A du CCAG FCS.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est fixé à 30 %.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Le remboursement de l'avance se fait selon les dispositions prévues à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 20 - NANTISSEMENT/CESSION DE CREANCES

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article article 4.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au titulaire les documents suivants : la copie de l'acte d'engagement et de ses annexes.

Lorsque le titulaire souhaite nantir ou céder sa créance, l'Acheteur lui délivre un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

ARTICLE 21 - PENALITES

Pour tout dysfonctionnement ou manquement du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, il pourra être fait application des pénalités reprises ci-dessous.

21.1 - PENALITES LIEES AU CONTROLE QUALITE

Niveau à atteindre pour les 3 zones de qualité définies au CCTP (Haute qualité, standard et économique) : 90 %

Les pénalités seront donc appliquées selon les niveaux repris ci-dessous

Niveau de qualité	Montant des pénalités par contrôle qualités sur les 5 locaux contrôlés	
	Nettoyage des locaux	Nettoyage de la vitrerie
de 80.00 à 89.99 %	300 €	100 €
de 70.00 à 79.99 %	500 €	200 €
de 60.00 à 69.99 %	700 €	300 €
de 50.00 à 59.99 %	900 €	400 €
<50 %	1 000 €	500 €

Entre 90 % et 100 % et en dessous de 90 %:

Si le niveau de qualité est > 90 %, un rappel de mise en conformité sera transmis au titulaire.

Pour les niveaux de qualité < 90 %, le titulaire devra mettre en place un plan d'actions correctives **dans les 72 heures** qui suit le contrôle. Un nouveau contrôle qualité sera effectué, en présence de la société, afin de vérifier les actions mises en place.

A défaut d'avoir remédié aux anomalies constatées lors du premier contrôle, la société se verra appliquer une pénalité d'un montant de 1 200 € en supplément de celle qui lui aura déjà été administrée lors des premiers écarts constatés (premier contrôle).

En cas d'absence de la société à ce contrôle contradictoire, la décision du représentant de l'Acheteur lui sera directement opposable sans que celle-ci ne puisse élever aucune contestation.

21.2 - PENALITES RELATIVES A LA CLAUSE SOCIALE

Par dérogation à l'article 16.1.5 du CCAG FSC, dans le cas où le Titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, les pénalités suivantes seront appliquées.

Absence au rendez-vous fixé par l'Acheteur autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné.	50 € par manquement
Non-respect des obligations relatives au nombre d'heure d'insertion à réaliser, imputable au titulaire.	60 € par heure d'insertion non réalisée
Absence de transmission d'information mensuelle sur la mise en œuvre des heures de clause.	50 € par jour ouvré de retard.

21.3 - PENALITES DE RETARD/CONSTAT D'ANOMALIES

PENALITES DE RETARD	
Non remise d'un des documents repris à l'article 13 du CCAP dans les délais	50 € / jour ouvré de retard et par document manquant
- Retard dans la remise des plannings des prestations (article 13.4 du CCTP) - Non-respect du jour d'intervention prévu au planning	50 €/jour ouvré de retard
Non-respect de la fréquence de prestation prévue en annexe 2 du CCTP	50 €/jour ouvré de retard
Non-transmission du justificatif de formation du personnel nouvellement affecté sur un site / bilans de compétences / preuves des formations annuelles d'appoint (article 13.11 du CCTP)	15 € par jour ouvré de retard
Non transmission dans les délais des informations relatives au personnel à reprendre (article 14.2 du CCAP)	100 € par jour ouvré de retard
Non-respect du délai de remise du devis	30 € par jour ouvré de retard
Non-respect du délai de transmission du protocole de sécurité ou du livret du prestataire.	15 € par jour ouvré de retard
Non-respect du délai de remplacement en cas de défaillance d'une fourniture/équipement (ex : distributeur) indiqué dans l'offre du titulaire	15 € par jour ouvré de retard
Non-remise des documents nécessaires à l'acceptation d'un sous-traitant dans le délai fixé par l'Acheteur	300 € par jour ouvré de retard
CONSTAT D'ANOMALIE – MANQUEMENT A UNE OBLIGATION CONTRACTUELLE	
Non-respect des consignes de sécurité définies au plan de prévention	150 € par cas constaté
Non actualisation de la liste du personnel	150 € par cas constaté
Non-respect des règles de bonnes conduites Tenue vestimentaire négligée/non-respect de la tenue au logo de la société	150 € par cas constaté
Absence d'un agent du titulaire, non remplacé	300 € par cas constaté et 50 € par jour ouvré de retard
Remplacement d'un agent du titulaire sans information préalable de la CPAM,	50 € par cas constaté
Absence du titulaire aux réunions programmées et/ou à un contrôle contradictoire de la qualité.	80 € par absence constatée
Absence des équipements et matériels définis dans l'offre du titulaire pour l'exécution des prestations de lavage des vitres (absence de nacelle par exemple ou perche télescopique , EPI ou autre...)	300 € par cas constaté
Rupture d'approvisionnement des consommables sanitaires	50 € par distributeur et par jour de rupture
Rupture d'approvisionnement des produits de nettoyage	100 € par jour de retard
- Absence d'étiquetage sur les produits utilisés - Produits utilisés non-conformes	100 € par cas constaté
- Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel - Matériel non conforme ou absence de matériel	150 € par cas constaté
Non-respect des consignes liées à la livraison des consommables/produits (article 12 du CCTP)	50 € par cas constaté

Absence d'autocontrôle ou non-respect du nombre de contrôle défini par le titulaire dans son offre.	75 € par cas constaté
Non-exécution et/ou exécution partielle des prestations - pour le nettoyage des locaux. - pour le nettoyage de la vitrerie	75 € par cas constaté 75 € pas cas constaté
Non-respect des fréquences de passage fixées dans l'offre du titulaire pour le personnel non œuvrant	100 € par constat
Perte d'un badge	30 € par badge
Perte d'une clef	Coût de remplacement
Non-respect de la clause environnementale (article 18.2 du CCAP)	200€ par chaque manquement constaté

21.4 - PENALITES POUR NON REMISE D'ATTESTATIONS

Pour la non remise des différentes attestations (*assurance, pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail*), l'Acheteur se réserve la faculté d'appliquer les pénalités forfaitaires suivantes, par jour de retard

- 20 € par jour calendaire de retard pendant les 7 premiers jours ;
- 40 € par jour calendaire de retard du 8ème jour au 14ème jour ;
- 80 € par jour calendaire de retard du 15ème jour au 21ème jour.

En l'absence de décision expresse notifiée en ce sens, ces pénalités ne pourront être appliquées.

21.5 - PRECISIONS

Les pénalités seront applicables dès le premier euro et sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le marché ne comprend aucun plafond ni aucun seuil d'exonération des pénalités.

Par dérogation aux articles 14.1.1, 16.2.3 et 20.4 du CCAG FCS, le représentant de l'Acheteur adresse le décompte de pénalités au titulaire selon les canaux de communication définis à l'article 8. *A réception du décompte, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour présenter ses observations, passé de délai, les pénalités sont réputées acceptées.*

Les pénalités sont déduites automatiquement des factures présentées par le titulaire au titre de l'exécution des prestations.

Il est précisé que l'Acheteur se réserve la possibilité de ne pas mettre en œuvre tout ou partie des pénalités définies ci-dessus.

ARTICLE 22 - ASSURANCE

Le titulaire est responsable des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des personnes et des biens causés par la conduite des prestations objet du présent accord cadre ou par les modalités de leur exécution.

En dérogation à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire devra avant la notification de l'accord-cadre, communiquer à l'Acheteur, une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, couvrant l'ensemble des risques encourus au titre des prestations avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Dans le cas où lesdits plafonds de garantie seraient jugés insuffisants au regard de l'importance des risques à couvrir, l'Acheteur se réserve la possibilité de demander au prestataire de souscrire un complément de garantie.

Le titulaire devra produire cette attestation tous les ans dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'envoi de la demande de l'Acheteur.

A défaut, le titulaire se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 21.4.

L'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans droit à indemnités si ce dernier est dans l'impossibilité de lui fournir l'attestation demandée au bout de 15 jours calendaires d'application des pénalités.

ARTICLE 23 - DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Celles-ci peuvent être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par l'acheteur, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

En cas de non-remise de ces documents dans les 15 jours calendaires suivants la demande de l'acheteur, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 21.4.

L'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans droit à indemnités si le titulaire n'est pas en mesure de nous fournir les dits documents au bout de 15 jours calendaires d'application des pénalités.

ARTICLE 24 - DOCUMENTS A RETOURNER

Dès la notification de l'accord-cadre, **si le titulaire est concerné**, les documents suivants lui seront transmis par l'Acheteur :

- **Le livret de sécurité du prestataire** : l'informant des conditions, d'accès aux sites, d'accès aux locaux, d'accès aux locaux sensibles, des clauses de confidentialité, le rappel des dispositions générales de sécurité et les contacts.
- **Le protocole de sécurité** : concernant les opérations de déchargement qui devront se faire dans le respect des normes de sécurité (art. R 4515-4 à 11 du code du travail).

A réception, le Titulaire disposera d'un délai de 15 jours calendaires pour confirmer à l'Acheteur par retour de courriel la bonne transmission de ces informations à l'ensemble de son personnel intervenant sur site et le cas échéant retourner le ou les document(s) dûment daté(s) et signé(s).

En cas de non-retour de ce(s) document(s) dans les délais, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 21.3.

ARTICLE 25 - EVOLUTION DE LA LEGISLATION

Par dérogation aux articles 5.2.2 (Protection des données à caractère personnel), 6.2 (protection de la main d'œuvre) 7.2 (Protection de l'environnement) du CCAG-FCS, toute évolution législative en cours d'exécution du présent accord-cadre s'applique de plein droit à ce dernier sans qu'il soit nécessaire de le formaliser par une modification au marché sauf :

- pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires
- pour le cas où une disposition de la dite nouvelle législation prévoit expressément le contraire.

ARTICLE 26 - DROIT ET LANGUE

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tous les rapports, documentations, correspondances et notifications de toutes natures relatives au présent accord cadre doivent être rédigés en français. Les frais de traduction afférents à la livraison de la documentation seront à la charge du Titulaire

ARTICLE 27 - RESILIATION

Les conditions et les modalités de résiliation applicables à l'accord-cadre et aux bons de commandes sont celles prévues aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En complément de ces articles, le présent accord cadre peut être résiliée pour faute du titulaire en cas de non-respect des dispositions contractuelles prévues.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la personne signataire de l'accord-cadre se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général et ce sans indemnité pour le titulaire, et sans qu'il y ait faute de ce dernier, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure).

La résiliation de l'accord cadre entraîne de facto la résiliation des bons de commande.

ARTICLE 28 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En application de l'article 45 du CCAG FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues à l'accord cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord cadre prononcé aux torts du Titulaire.

ARTICLE 29 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent accord cadre, la loi française est seule applicable. La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec l'Acheteur est celle exposée à l'article 46 du CCAG-FCS.

Les parties cocontractantes s'efforcent de chercher une solution amiable à ces différends, avant de saisir un tribunal.

En cas d'échec de la conciliation amiable, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du Nouveau Code de Procédure Civile. Le tribunal compétent pour traiter des litiges nés de l'exécution du présent accord cadre sera le Tribunal Judiciaire de Lille

ARTICLE 30 - DEROGATION AU CCAG-FCS

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après le titulaire reste soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021).

Article/annexe du CCAP	Dérogation Au CCAG FCS	Objet de la dérogation
4	4.1	Pièces contractuelles ordre de priorité
9.2	3.4.1	Représentation du titulaire
11.4	13.3.2	Prolongation du délai d'exécution
16	27 et 29	Vérification des prestations
18.1 de l'annexe 1 du CCAP	16.1.1.1 16.1.1.2	Clause sociale critères d'éligibilités
19.2	10.2.4	Mois d'établissement des prix
20	4.2	Nantissement/cession de créances
21.2	16.1.5	Pénalités clauses sociales
21.5	14.1.1, 14.1.2 & 14.1.3 16.2.3 20.4	Pénalités
22	9	Assurance
25	5.2.2 & 7.2	Evolution de la législation
27	42	Résiliation

ANNEXES AU CCAP

Récapitulatif des annexes	Nom du fichier correspondant
Annexe 1 – Insertion par l'activité économique – Clause Sociale	CCAP –Annexes1à3.pdf
Annexe 2 – Obligation de confidentialité et RGPD	
Annexe 3 – Liste représentant de l'acheteur par lot + rappel modalités chorus PRO	